



## LES FOURNITURES SCOLAIRES PREMIER ET SECOND DEGRÉS

### Textes de références

- Loi du 16 juin 1881
- Décrets du 29 janvier 1890, du 25 février 1985
- Circulaires du 27 août 1982, du 1<sup>er</sup> juillet 1983, 10 août 1988, 10 septembre 1992.

### Principes

Les achats "collectifs" relèvent de la charge des collectivités locales: budget communal pour les écoles, subvention de fonctionnement donnée aux collèges et lycées respectivement par le département et la région.

La famille prend en charge l'achat des fournitures scolaires individuelles

Les chefs d'établissement, les directeurs d'école et les enseignants ne doivent en aucune manière favoriser des pratiques commerciales ou publicitaires durant les activités scolaires.

### Application

Les textes ministériels successifs appellent les enseignants à la modération dans la demande de fournitures individuelles restant à la charge des familles.

Toutefois, certaines contributions personnelles limitées sont tolérées: fourniture d'enveloppes timbrées pour l'envoi de relevés de notes mensuels ou trimestriels, achat du carnet de liaison.

En revanche, les familles ne peuvent pas être sollicitées pour la contribution aux frais de reprographie des documents pédagogiques

### Eléments de réflexion

Le règlement intérieur doit clairement affirmer le principe de gratuité ainsi que les sommes qu'il est possible de réclamer aux familles dans le cadre de la tolérance évoquée ci-dessus. Les Conseils d'Ecole et les Conseils d'Administration ont un rôle décisif en la matière.

La circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1983 reconnaît aux coopératives fonctionnant dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> degrés la possibilité de vendre des matériels dans un esprit de service et d'éducation du consommateur mais la plus grande vigilance s'impose en la matière.

Le Fonds Social Collégien et le Fonds Social Lycéen peuvent servir de relais en cas de difficultés individuelles, notamment pour l'achat de calculatrices officiellement autorisées aux examens.

Les frais d'affranchissement pour l'envoi des dossiers scolaires (y compris médicaux) ne doivent pas être réclamés aux familles.